



PRESENTATION DE L'ETUDE DE FAISABILITE DE LA BOURSE PANAFRICAINNE

Par

Dr Abdallah MSA

**Chef de Division des Politiques économiques et
Recherche**

Département

des Affaires économiques

Commission de l'Union Africaine

Douala, Cameroun, 29-30 octobre 2009

PLAN DE L'ETUDE

- 1- Introduction**
- 2- Méthodologie**
- 3- Analyse de l'environnement du développement du marché financier**
- 4- Cadre juridique et institutionnel**
- 5- Analyse comparative des Bourses africaines**
- 6- Expérience en matière d'intégration des Bourses de valeurs (à l'extérieur et en Afrique)**
- 7- Modèles proposés pour une Bourse de valeurs panafricaine**
- 8- Les défis à surmonter**
- 9- Conclusion et Recommandations**



INTRODUCTION

- ❑ **HISTORIQUE ET OBJET DU PROJET**
 - **Décision du VIe Sommet de l'UA de Khartoum**
 - **Traité d'Abuja créant la Communauté économique africaine, Article 44 2.d) sur les marchés boursiers et financiers**
- ❑ **OBJECTIF DU PROJET:**

Évaluer la viabilité d'un marché boursier intégré, ouvert aux opérateurs économiques africains et étrangers pour mobiliser les ressources du continent et extérieures pour financer les investissements en Afrique



METHODOLOGIE

ENQUETE MENEES PAR LA COMMISSION

- Population cible: Ministère des finances, BC, Bourses, régulateurs, intermédiaires boursiers, banques, organisations patronales, CER
- Questionnaire en 2 parties: collecte des données éco et financières/ recueil des opinions des opérateurs économiques
- 130 questionnaires envoyés et 39 réponses provenant de 15 pays répartis dans les 5 régions
- En complément des questionnaires, entretiens dans 10 pays et auprès des CER

OBJECTIF DE L'ATELIER

Permettre aux experts des institutions financières africaines d'évaluer le travail réalisé et de formuler des propositions pour le future

PLAN DE L'ETUDE

- Analyse de l'environnement économique et financier,
- Analyse des performances des bourses actuelles,
- Examen des différentes options d'intégration des bourses
- et Présentation des recommandations



ANALYSE DE L'ENVIRONNEMENT DU DEVELOPPEMENT DU MARCHE FINANCIER

- **Croissance économique forte entre 2000-2007 et forte décélération de 2008 à 2009**
- **Piliers de la croissance: amélioration des équilibres macroéconomiques , baisse de l'inflation et du déficit budgétaire, croissance soutenue du commerce extérieur, du taux d'épargne et d'investissement entre 2000 et 2007**



CADRE JURIDIQUE ET INSTITUTIONNEL

- Situation globale marquée par faible intégration et disparités des règles et procédures utilisées
- Tentatives régionales d'Harmonisation du Droit des Affaires, de régulation bancaire et de l'activité boursière à des niveaux différenciés entre les CER



ANALYSE COMPARATIVE DES BOURSES AFRICAINES

- **Les Marchés d'Actions**
 - **La capitalisation**
 - **Le nombre de sociétés cotées**
 - **Le volume des transactions**
 - **Le ratio de liquidité**
 - **Le rendement**
- **Les marchés obligataires**
 - **La capitalisation**
 - **Le volume des Transactions**



L'INTEGRATION DES BOURSES DE VALEURS

- **Les Bourses de valeurs intégrées dans le reste du monde**
 - ASEAN
 - NOREX
 - EURONEXT
- **Expériences en Afrique**
 - Australe
 - Est
 - Ouest



MODELES PROPOSEES POUR UNE BOURSE DE VALEURS PANAFRICAINNE

- 1 : Bourses nationales /régionales et une bourse panafricaine
- 2 : Bourses nationales / régionales avec une place financière africaine comme plate-forme continentale
- 3 : Plate-forme de transaction intégrée, maintien des bourses nationales / régionales
- 4 : Intégration par les transactions via Internet
- 5 : Intégration graduelle

- Les résultats de l'enquête: 30,2% sont pour une intégration avec les bourses existantes 30,2% veulent s'appuyer sur les bourses régionales et 20,8% pour le renforcement de la connexion des activités des bourses
- Résultats: 32% se sont prononcés en faveur de l'harmonisation des législations fiscales, de règles et règlements commerciaux; 30% pour la protection des investisseurs et le renforcement du cadre régulateur et 30% pour une intégration des Bourses de valeurs africaines.



LES DEFIS A SURMONTER

- 1 Absence d'harmonisation juridique et réglementaires
- 2 Régulateurs multiples
- 3 Des normes de comptabilité et des systèmes fiscaux différenciés
- 4 Coût élevé de l'information et préjugé sur le pays d'origine
- 5 Fragmentation des systèmes de négociation, de compensation et de règlement
- 6 Insuffisance et faible capacité technologique
- 7 Faible capacité de Gouvernance
- 8 Absence souvent d'engagements contractuels crédibles
- 9 Volonté politique insuffisante des pays et des CER



CONCLUSION ET RECOMMANDATIONS

- ▶ Après examen, choix de l'option 5 d'intégration par étape en intégrant des éléments des options 3 et 4 .
- Harmonisation au niveau des CER de la fiscalité des valeurs mobilières.
- Levée du contrôle de change et harmonisation des systèmes de paiements.
- Encourager et faciliter les transactions transfrontalières